

Table des matières - ERRATUM

<i>Introduction</i>	<i>1</i>
<i>Chapitre premier. Cadre théorique et législatif</i>	<i>3</i>
Section 1. Changements climatiques, développement durable et droit de la consommation : définitions, contexte et liens.....	3
Section 2. Cadre international et européen de la recherche	6
<i>Chapitre 2. Le droit à l'information au service de la durabilité</i>	<i>9</i>
Section 1. Évolution des habitudes de consommation et importance d'une information suffisante.....	9
Section 2. Le cadre légal du droit à l'information dans le cadre des contrats de vente de biens : la <i>directive 2011/83/UE</i>	11
Sous-section 1. Champ d'application et exceptions en matière de contrats de vente de biens	11
Sous-section 2. Contenu de l'information	12
Sous-section 3. Modalités de l'information.....	13
Section 3. Changements introduits par la <i>directive (UE) 2024/825</i> en matière d'« information durable ».....	15
Sous-section 1. Ajouts concernant les obligations d'information applicables aux contrats autres que les contrats à distance ou hors établissement.....	16
Sous-section 2. Ajouts concernant les obligations d'information applicables aux contrats à distance ou hors établissement	17
Sous-section 3. Obligations formelles concernant les contrats à distance et dispositions générales	17
Section 4. Limites sous-tendant le droit à l'information : analyse des obstacles et des pistes concernant l'utilisation effective de ce droit dans le cadre du développement durable.....	18
Sous-section 1. Des limites structurelles à l'effectivité du droit à l'information.....	18
§1. Limites relatives à la quantité et au contenu de l'information	18
§2. Limites relatives à la communication de l'information.....	21
§3. Autres limites relatives à la portée de l'obligation d'information.....	24
Sous-section 2. Pistes visant à renforcer l'impact de l'information en matière de durabilité des biens	26
<i>Chapitre 3. L'interdiction des pratiques commerciales déloyales comme outil dans la lutte contre l'écoblanchiment</i>	<i>32</i>
Section 1. Les allégations environnementales des entreprises : les incidences pratiques d'un enjeu actuel	32
Section 2. Le régime des pratiques commerciales déloyales dans le cadre du développement durable.....	34
Sous-section 1. Cadre légal général de la <i>directive 2005/29/CE</i> sur les pratiques commerciales déloyales.....	34
Sous-section 2. Un encadrement récemment renforcé par des changements législatifs	36
§1. Changements introduits par la directive (UE) 2024/825 concernant les allégations environnementales génériques	36
§2. Proposition de directive sur les allégations environnementales explicites	42

Section 3. La mise en œuvre de la protection de la <i>directive 2005/29/CE</i>	43
Sous-section 1. Les dispositions relatives à l'application de la législation.....	43
Sous-section 2. Un contrôle et des sanctions suffisants ?	44
<i>Chapitre 4. La réparation comme perspective de durabilité : un droit en évolution ?.....</i>	46
Section 1. La réparation dans le cadre de la garantie de conformité : un outil juridique sous-exploité.....	48
Sous-section 1. Analyse du cadre légal de la garantie légale de conformité	48
Sous-section 2. Changements introduits par la <i>directive (UE) 2024/1799</i> : une révolution ?	50
Section 2. Lacunes et propositions juridiques concernant la réparation dans le régime de la garantie légale	51
Sous-section 1. Une hiérarchie encore contestée entre le remplacement et la réparation des biens	52
Sous-section 2. Les délais comme obstacles à la mise en œuvre de la garantie légale.....	53
Sous-section 3. Le remplacement temporaire et les biens reconditionnés comme remèdes	54
Section 3. Un cadre légal pour la réparation des biens au-delà de la garantie légale de conformité.....	55
Sous-section 1. Une obligation d'information et de réparation pour les fabricants de biens	56
Sous-section 2. Un formulaire et une plateforme en ligne européens destinés à la réparation	58
<i>Conclusion</i>	61
<i>Bibliographie</i>	64
1) Législation	64
2) Jurisprudence.....	65
3) Doctrine.....	66
4) Travaux préparatoires de l'Union européenne	70
5) Rapports et études.....	70
6) Source audiovisuelle	72
7) Divers	72